CEB

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Rapport financier semestriel 2025



États financiers intermédiaires résumés
au 30 juin 2025 (Non audités)

https://coebank.org/

Rapport financier semestriel

États financiers intermédiaires résumés au 30 juin 2025

(Non audités)

2025

CEB

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Table des matières

REVUE	**4**
ÉTATS FINANCIERS	**6**
À propos de la CEB	6
Secteurs d'intervention	6
Bilan	7
Compte de résultat	8
État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	8
État de variations des capitaux propres	9
Tableau des flux de trésorerie	10
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS	**11**
NOTE A - Résumé des principes comptables appliqués par la CEB	11
NOTE B - Cadre d'appétence pour le risque de la CEB	12
NOTE C - Actifs et passifs financiers	15
NOTE D - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et au coût amorti	16
NOTE E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre	18
NOTE F - Capital	19
NOTE G - Marge d'intérêts	20

REVUE

Malgré un environnement financier et économique difficile, la situation financière de la CEB est restée solide au premier semestre 2025. Le résultat de base a poursuivi une tendance positive, le bilan est resté solide et aucun retard de paiement ni aucune détérioration du crédit n'ont été enregistrés au cours de la période.

Compte de résultat

Le résultat net de la Banque a atteint 58,7 millions d'euros au 30 juin 2025, en baisse de 12,4% par rapport au premier semestre 2024. Le résultat de base, qui représente le résultat net hors valorisation des instruments financiers et le coût du risque, a atteint 65,1 millions d'euros au 30 juin 2025, soit une augmentation de 2,7% par rapport au premier semestre 2024, continuant ainsi la tendance positive. Le principal moteur de cette tendance a été l'évolution positive de la marge d'intérêt de la Banque, qui a augmenté de 4,4 millions d'euros. Cette évolution est le résultat d'un revenu plus élevé issu des titres au coût amorti et de la gestion active des positions de liquidité et de taux d'intérêt.

Les deux éléments volatils en dehors du résultat de base, la valorisation des instruments financiers et le coût du risque, ont eu un impact net négatif au premier semestre 2025, contre une contribution positive sur la même période de 2024.

D'un côté, la variation de la valorisation des instruments financiers a eu un impact négatif dans le compte de résultat de -13,8 millions d'euros, par rapport à la même période de l'année dernière. L'impact financier s'élève à -10,2 millions d'euros pour la période, contre une contribution positive de 3,6 millions d'euros pour la même période en 2024. Cela résulte principalement de la sensibilité de la juste valeur à la dépréciation du taux de change USD/EUR et de l'élargissement de l'écart de base entre les échéances à 3 mois et à 6 mois.

D'un autre côté, le coût du risque a eu un impact positif à fin juin 2025 (3,9 millions d'euros), reflétant une baisse du provisionnement requis par les normes IFRS pour le risque de crédit, principalement en raison de la mise à jour des scénarios macroéconomiques. Il convient de souligner qu'au 30 juin 2025, la CEB n'a enregistré aucun défaut ni retard de paiement d'une de ses contreparties.

Les charges générales d'exploitation ont augmenté de 8,4% pour atteindre 32,4 millions d'euros à fin juin 2025, contre 29,9 millions d'euros pour la même période en 2024. Cette variation est principalement due à l'augmentation prévue de la rémunération du personnel telle que définie dans le budget et à l'augmentation du coût actuariel des services liés aux obligations au titre des pensions, dans le cadre budgétaire et en ligne avec l'activité de la Banque. Le coefficient d'exploitation ajusté s'est élevé à 33,2% à fin juin 2025 contre 31,9% à fin juin 2024, en raison de l'augmentation modérée des charges générales d'exploitation.

Bilan

Le total du bilan a atteint 40,7 milliards d'euros à fin juin 2025, une augmentation de 5,4% par rapport au 31 décembre 2024 (38,6 milliards d'euros). Le principal facteur est l'activité cyclique habituelle des financements de l'année qui se produit en début d'année. La croissance se traduit par une augmentation des liquidités à l'actif du bilan, financée par l'augmentation de la dette au passif.

L'encours des prêts s'est élevé à 22,0 milliards d'euros (juste valeur) au 30 juin 2025, en légère baisse par rapport à 22,3 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

L'évaluation des dérivés reflétant la juste valeur positive à l'actif a atteint 1,7 milliard d'euros au 30 juin 2025, en baisse par rapport aux 2,1 milliards d'euros au 31 décembre 2024. La juste valeur négative des dérivés enregistrée au passif s'est élevée à 2,0 milliards d'euros au 30 juin 2025, en hausse par rapport à 1,7 milliard d'euros à fin 2024.

Les capitaux propres se sont élevés à 4 769,3 millions d'euros au 30 juin 2025 (31 décembre 2024 : 4 719,5 millions d'euros). L'augmentation de 49,8 millions d'euros (1,1%) est due au résultat net de 2025 (58,7 millions d'euros), à l'affectation du résultat 2024 au Compte impact social (-7,0 millions d'euros) et à *Ukraine Solidarity Fund* (-5,0 millions d'euros) et à la variation positive des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3,1 millions d'euros).

Au 30 juin 2025, les nouveaux projets approuvés et les prêts décaissés de la Banque s'élevaient à 2,7 milliards d'euros et 1,1 milliard d'euros respectivement. À la même date, le stock de projets approuvés en attente de financement s'élevait à 10,2 milliards d'euros (31 décembre 2024 : 9,2 milliards d'euros), dont 50,8% pour les pays du Groupe cible en Europe centrale, orientale et du Sud-Est.

L'encours nominal des prêts s'est élevé à 22,7 milliards d'euros au 30 juin 2025, par rapport 22,9 milliards d'euros à fin 2024. En incluant les intérêts courus et les ajustements de valeur liés à la couverture, les prêts à la juste valeur au bilan se sont élevés à 22,0 milliards d'euros (31 décembre 2024 : 22,3 milliards d'euros).

L'encours nominal des emprunts obligataires émis à long terme s'est élevé à 32,5 milliards d'euros au 30 juin 2025 (31 décembre 2024 : 31,4 milliards d'euros). Au cours du premier semestre 2025, la Banque a émis de nouvelles obligations pour un montant nominal de 5,4 milliards d'euros. En incluant les intérêts courus et les ajustements d'évaluation liés aux obligations couvertes émises, l'encours de ces obligations, qui soutiennent les opérations de la Banque, s'est élevé à 32,2 milliards d'euros au 30 juin 2025, contre 30,9 milliards d'euros à fin décembre 2024.

L'encours nominal des emprunts à court terme (*Euro Commercial Paper*) s'est élevé à 0,8 milliard d'euros au 30 juin 2025 (31 décembre 2024 : Nil), représentant des obligations à moins d'un an, émises depuis le 1er janvier 2025.

Tous les Ratios d'Appétence pour le Risque sont restés dans les limites approuvées tout au long de la période.

Chiffres clés

millions d'euros

Tableau 1	30/06/2025*	30/06/2024*	31/12/2024
Projets approuvés	2 740	2 696	4 549
Stock de projets	10 201	10 274	9 221
Prêts décaissés	1 124	1 446	3 511
Encours de prêts	22 658	22 030	22 915
Emprunts obligataires émis	5 367	6 045	6 331
Encours de la dette représentée par un titre	33 357	32 750	31 412
Résultat net	59	67	124
Capitaux propres	4 769	4 541	4 719
Fonds propres	12 626	12 045	12 576
Total de l'actif	40 699	38 921	38 613

* non audité

ÉTATS FINANCIERS

À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une banque multilatérale de développement dotée d'un mandat exclusivement social par ses 43 États membres. La CEB finance des investissements dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé et le logement abordable, en mettant l'accent sur les besoins des personnes vulnérables. Parmi ses emprunteurs figurent les gouvernements, les autorités locales et régionales, les banques publiques et privées, les organisations à but non lucratif et d'autres acteurs. En tant que banque multilatérale bénéficiant d'une notation triple-A, la CEB se finance sur les marchés internationaux des capitaux. Elle approuve les projets selon des critères sociaux, environnementaux et de gouvernance stricts et fournit une assistance technique. En outre, la CEB reçoit des fonds de donateurs pour compléter ses activités.

La CEB a été créée à l'origine en 1956 en tant que fonds de réétablissement par huit des 15 États membres qui composaient alors le Conseil de l'Europe. La CEB est la plus ancienne banque multilatérale de développement d'Europe et est juridiquement et financièrement distincte du Conseil de l'Europe.

Pour en savoir plus sur la CEB, visitez **coebank.org/fr/about**

Secteurs d'intervention

La CEB contribue à la mise en œuvre de projets d'investissement à caractère social en faveur de la cohésion sociale et en prêtant une attention particulière aux personnes vulnérables. Conformément à la résolution 1646 (2022) du Conseil d'administration, le nouveau Cadre stratégique 2023-2027 de la CEB met à jour les lignes d'action de la Banque comme suit :

- Investir dans les personnes et renforcer le capital humain
- Promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients
- Soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière

Ces lignes d'action reflètent le contexte opérationnel de la CEB et les besoins actuels et prévus de ses pays membres.

Chacun des domaines d'intervention de la CEB découle de ses lignes d'action déclarées et est défini par des critères d'éligibilité clairs et détaillés. Les domaines d'intervention de la CEB sont : Santé et médico-social * ; Éducation et formation professionnelle * ; Infrastructures administratives et judiciaires ; Protection et réhabilitation du patrimoine historique et culturel ; Logements sociaux et abordables * ; Développement urbain, rural et régional * ; Catastrophes naturelles ou écologiques ; Protection de l'environnement ; Financement des TPE-PME * et Microfinance *.

Tout en maintenant son engagement dans ses principaux domaines d'intervention, la CEB a identifié plusieurs "secteurs prioritaires" afin d'améliorer la sélectivité de projets et d'affecter ses ressources là où elles peuvent contribuer le plus à la poursuite de ses objectifs fondamentaux. Bien qu'ils ne soient pas répertoriés comme des secteurs distincts, la CEB identifie également trois thèmes transversaux qui interagissent avec ses principaux secteurs d'activité, à savoir : (i) l'action climatique, (ii) l'égalité des genres, et (iii) la digitalisation.

* Indique un "secteur prioritaire"

Bilan

Au 30 juin 2025 (non audité) et au 31 décembre 2024 (audité)

milliers d'euros

Tableau 2	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Actif			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales		516 536	608 615
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		250 846	589 286
Instruments financiers dérivés de couverture		1 458 310	1 507 482
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	D	3 291 305	3 291 324
Actifs financiers au coût amorti	D		
Prêts		22 028 012	22 301 631
Autres créances		9 215 797	6 872 787
Titres de dette		2 652 580	2 338 292
Immobilisations corporelles et incorporelles		61 427	59 798
Autres actifs		1 223 740	1 044 070
Total de l'actif		**40 698 553**	**38 613 285**
Passif			
Dettes			
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		871 398	270 851
Instruments financiers dérivés de couverture		1 154 639	1 446 332
Passifs financiers au coût amorti	E		
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		40 004	98 251
Dettes représentées par un titre		33 047 588	30 873 212
Autres passifs		415 214	818 786
Compte impact social		57 020	50 144
Provisions		343 345	336 277
Total dettes		**35 929 208**	**33 893 853**
Capitaux propres			
Capital	F		
Souscrit		9 622 868	9 622 868
Non appelé		(7 856 618)	(7 856 618)
Appelé		1 766 250	1 766 250
Réserve générale		2 987 601	2 875 299
Résultat net		58 745	124 303
Total capital, réserve générale et résultat net		4 812 596	4 765 852
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(43 251)	(46 420)
Total capitaux propres		**4 769 345**	**4 719 432**
Total du passif		**40 698 553**	**38 613 285**

Compte de résultat

Du premier semestre 2025 (non audité) et du premier semestre 2024 (non audité)

Tableau 3	Notes	2025	2024
			milliers d'euros
Intérêts et produits assimilés		556 016	738 176
Intérêts et charges assimilées		(457 494)	(644 072)
Marge d'intérêts	G	**98 522**	**94 104**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(10 231)	3 570
Gains nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		31	30
Commissions (produits)		2	155
Commissions (charges)		(1 078)	(1 037)
Produit net bancaire		**87 246**	**96 822**
Charges générales d'exploitation		(28 911)	(26 807)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles		(3 481)	(3 087)
Résultat brut d'exploitation		**54 854**	**66 928**
Coût du risque		3 891	144
Résultat net		**58 745**	**67 072**

État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Du premier semestre 2025 (non audité) et du premier semestre 2024 (non audité)

Tableau 4	2025	2024
		milliers d'euros
Résultat net	**58 745**	**67 072**
Variations de valeur des titres de dette à la juste valeur par capitaux propres	13 795	(12 930)
Variations de valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(10 626)	(15 852)
Éléments pouvant être rapportés au compte de résultat	3 169	(28 782)
Résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**61 914**	**38 290**

État de variations des capitaux propres

Du premier semestre 2025 (non audité) et du premier semestre 2024 (non audité)

milliers d'euros

Tableau 5	Capital et réserves			Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres					Total capitaux propres
	Capital appelé	Réserves et résultats	Total	Titres de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments financiers dérivés de couverture	Écarts actuariels	Instruments de capitaux propres	Total	
Capitaux propres au 31 décembre 2023	624 275	2 895 299	**3 519 574**	5 764	40 965	(48 142)	957	**(456)**	**3 519 118**
Augmentation du capital	1 003 417		1 003 417						1 003 417
Affectation du résultat de l'exercice 2023		(20 000)	(20 000)						(20 000)
Résultat net		67 072	67 072						67 072
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				(12 930)	(15 852)			(28 782)	(28 782)
Capitaux propres au 30 juin 2024	1 627 692	2 942 371	**4 570 063**	(7 166)	25 113	(48 142)	957	**(29 238)**	**4 540 825**
Augmentation du capital	138 558		138 558						138 558
Résultat net		57 231	57 231						57 231
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				(13 508)	14 462	(18 005)	(131)	(17 182)	(17 182)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	1 766 250	2 999 602	**4 765 852**	(20 674)	39 575	(66 147)	826	**(46 420)**	**4 719 432**
Affectation du résultat de l'exercice 2024		(12 000)	(12 000)						(12 000)
Résultat net		58 745	58 745						58 745
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				13 795	(10 626)			3 169	3 169
Capitaux propres au 30 juin 2025	1 766 250	3 046 346	**4 812 596**	(6 879)	28 949	(66 147)	826	**(43 251)**	**4 769 345**

Tableau des flux de trésorerie

Relatif au premier semestre 2025 (non audité) et au premier semestre 2024 (non audité)

milliers d'euros

Tableau 6	2025	2024
Résultat net	58 745	67 072
+/- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 480	3 087
+/- Dotations aux provisions	(3 922)	(141)
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(2 896)	(507)
+/- Variation des intérêts à recevoir	75 834	30 688
+/- Variation des intérêts à payer	(104 327)	(33 550)
+/- Autres mouvements non monétaires	20 076	5 058
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat	(11 755)	4 635
+ Encaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	2 829 815	2 361 559
- Décaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	(8 523 597)	(8 228 065)
+ Encaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 608 168	2 910 703
- Décaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(2 095 639)	(3 059 638)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(23 157)	(33 218)
Flux net des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(6 204 410)	(6 048 659)
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (a)	**(6 157 420)**	**(5 976 952)**
+ Encaissements liés aux titres de dette au coût amorti	152 885	90 000
- Décaissements liés aux titres au coût amorti	(461 233)	(573 668)
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(5 109)	(5 744)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)	**(313 457)**	**(489 412)**
+/- Flux de trésorerie provenant de ou à destination des États membres	70 665	214 779
+ Emissions de dettes représentées par un titre	6 570 214	9 055 761
- Remboursements de dettes représentées par un titre	(3 599 192)	(5 439 724)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	**3 041 687**	**3 830 816**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (d)	**(106 531)**	**(1 693)**
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)+(d)	**(3 535 721)**	**(2 637 241)**
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	**4 515 985**	**4 967 031**
Caisse, avoirs auprès des banques centrales	608 810	1 034 428
Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	3 907 175	3 932 603
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin	**980 264**	**2 329 790**
Caisse, avoirs auprès des banques centrales	516 664	1 162 210
Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	463 600	1 167 580
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	**(3 535 721)**	**(2 637 241)**

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE A - Résumé des principes comptables appliqués par la CEB

Référentiel comptable

Les comptes individuels de la CEB sont établis conformément aux normes IFRS telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union européenne (UE).

Les états financiers individuels intermédiaires résumés de la CEB au 30 juin 2025 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire" et doivent être lus conjointement avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 décembre 2024 (disponible sur le site internet de la Banque www.coebank.org).

Les résultats semestriels présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats de la Banque de l'exercice concerné.

Les états financiers semestriels ne sont pas audités.

Normes comptables applicables

La Banque n'a pas appliqué de nouvelles normes comptables, amendements et interprétations adoptés par l'UE pour lesquelles l'application au 30 juin 2025 est optionnelle.

NOTE B - Cadre d'appétence pour le risque de la CEB

En tant que BMD, la CEB n'est pas assujettie au cadre réglementaire de ses États membres, aux recommandations du Comité de Bâle ou aux directives et règlements de l'UE pour la supervision bancaire. Néanmoins, la politique de la Banque consiste à suivre les meilleures pratiques bancaires en apportant tous les ajustements nécessaires dus à son statut de BMD. La CEB se réfère également à des indicateurs utilisés par les agences de notation de crédit. Ainsi, la Banque a établi un ensemble de ratios et indicateurs dans son cadre d'appétence pour le risque afin d'évaluer et contrôler les risques de ses activités.

Les ratios et indicateurs sont organisés autour de cinq axes principaux : capital, levier, liquidité, risques de marché et risque de crédit dans l'activité Finance.

Tableau 7

Cadre d'Appétence pour le Risque de la CEB	30/06/2025	30/06/2024	31/12/2024	Limite
Capital				
Ratio d'adéquation des Fonds Propres	28,1%	26,7%	29,3%	> 10,5%
Ratio de "Gearing"	1,79	1,82	1,81	< 2,50
Levier				
Ratio de levier	10,1%	9,4%	10,4%	> 7,0%
Ratio des actifs de trésorerie	3,78	3,92	3,10	< 5,00
Liquidité				
Horizon de survie	22	23	18	> 12 mois
Ratio de couverture des liquidités - LCR *	628%	496%	606%	> 100%
Ratio de financement stable net - NSFR	143%	144%	134%	> 100%
Risques de marchés				
Risque de taux d'intérêt : Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres	-13,0%	-11,3%	-10,7%	> -20,0%
Risque de change : Positions nettes ouvertes en devises	< €1,0 M	< €1,0 M	< €1,0 M	< € 1,0 M
Risque de crédit dans l'activité Finances				
Notations de crédit interne minimale	≥ 7,0	≥ 7,0	≥ 7,0	≥ 7,0

* Depuis 2024, le LCR est communiqué comme une moyenne des douze derniers LCR de fin de mois. À des fins de comparaison, les ratios de juin et décembre 2024 ont été reformulés conformément à cette nouvelle norme (avec la méthodologie précédente, le LCR à fin décembre 2024 s'élevait à 860% et celui à fin juin 2024 à 949%).

Capital

Le **Ratio d'Adéquation des Fonds Propres** est le rapport entre le capital prudentiel (E_p)[1] et le total des Actifs pondérés par les risques *(RWA)*. La banque applique l'approche standard du Pilier I, où les RWA sont calculés en utilisant les facteurs de pondération des risques selon le type de contrepartie et de la notation (l'approche de la deuxième meilleure note parmi celles indiquées par les agences de notation externes).

La Banque surveille ce ratio pour s'assurer qu'elle détient suffisamment de capital pour absorber les pertes inattendues liées à ses opérations et résultant des risques de crédit, de marché et opérationnels. Bien que le plancher du Cadre d'appétence pour le risque de ce ratio soit 10,5%, la Banque vise à maintenir un ratio supérieur à 20% pour garantir le maintien des fondamentaux financiers de premier ordre. En outre, la Banque vise une marge de manœuvre suffisante et une zone de confort supérieure à 25% lui permettant d'obtenir une notation AAA complète par les principales agences de notation de crédit.

Le Ratio d'Adéquation du Capital a atteint 28,1% à fin juin 2025, en baisse par rapport à fin 2024 (29,3%) en raison de l'augmentation des RWA résultant de l'activité cyclique de début d'année liée aux portefeuilles de financement et

1. Le capital prudentiel (E_p) comprend le capital appelé, les réserves, le résultat net et les gains / pertes non réalisés.

d'investissement. Le risque de crédit représentait l'essentiel de la consommation de capital, à 95,5% à fin juin 2025, réparti entre le risque de crédit du portefeuille de prêts (66,2%) et celui des opérations de Finance (29,6%).

Le **Ratio de *"Gearing"*** mesure l'encours de prêts divisé par les fonds propres[2], et établit ainsi un plafond en volume de l'activité de prêts de la Banque. Ce ratio est principalement destiné à servir de référence par rapport à d'autres BMD.

Le plafond historique du cadre d'appétence pour le risque est de 2,5. Cependant, en avril 2023 le Conseil d'administration avait approuvé une augmentation temporaire de sa limite à 2,6 jusqu'à fin juin 2024 ou jusqu'à la réalisation de l'augmentation de capital, selon la première éventualité. L'augmentation de capital a pris effet en février 2024. Après que la Banque a géré activement les décaissements pour assurer le respect du ratio dans ce contexte d'augmentation de l'encours des prêts supérieure à la génération de capital interne (bénéfices), la réalisation de l'augmentation de capital a fait chuter ce ratio à 1,82 à fin juin 2024, après un pic à 2,54 à fin 2023. Avec un ratio de 1,79 à fin juin 2025, l'encours maximal possible des prêts était de 31,6 milliards d'euros (31,7 milliards d'euros à la fin de l'année 2024).

Levier

Le **Ratio de Levier** est calculé en divisant les Capitaux propres prudentiels par la valeur d'exposition de tous les actifs et éléments hors-bilan. Il fournit un indicateur simple (considérant les expositions brutes sans pondération) qui complète le Ratio d'adéquation des fonds propres et agit comme une limite à l'effet de levier excessif de la Banque. Ces deux ratios utilisent la même méthode de calcul d'exposition des dérivés (SA-CCR), et le même facteur de conversion de 50% pour le risque relatif aux éléments du hors bilan (engagements de financement). Le plancher du Cadre d'Appétence pour le Risque de la CEB établit son ratio à 7%, afin de garantir des fondamentaux financiers de premier ordre.

À fin juin 2025, le ratio de levier s'est établi à 10,1% (10,4% à fin 2024).

Le **Ratio des Actifs de Trésorerie** compare le total des actifs financiers (titres, dépôts interbancaires, *"repo"* et comptes nostro, après l'impact de la juste valeur des swaps de couverture) aux capitaux propres prudentiels (E_p). Le plafond du Cadre d'Appétence pour le Risque de ce ratio est de cinq fois E_p, soit 21,2 milliards d'euros à fin juin 2025 (20,6 milliards à fin 2024).

Le ratio s'établit à 3,78 à fin juin 2025, contre 3,10 à la fin de l'année 2024. La marge de manœuvre est encore suffisante pour accommoder à la fois les portefeuilles de titres et les dépôts.

Liquidité

L'**Horizon de Survie *(Survival Horizon - SH)*** est l'indicateur-clé de la gestion du risque de liquidité. Il s'agit de la période durant laquelle la Banque est en mesure de s'acquitter de ses obligations de paiement découlant des opérations commerciales en cours dans le cadre d'un scénario de crise sévère, sans avoir accès à de nouveaux financements et en cédant ses actifs liquides disponibles. Le Cadre d'Appétence pour le Risque définit la limite minimale de cet indicateur à 12 mois. L'indicateur SH a atteint 22 mois en juin 2025 (18 mois à la fin de l'exercice 2024).

Le **Ratio de Couverture des Liquidités *(Liquidity Coverage Ratio - LCR)*** vise à garantir que la Banque détient un volume suffisant d'actifs liquides de haute qualité *(HQLA)* pour survivre à une période de tensions importantes sur la liquidité d'une durée de 30 jours civils. Il mesure la résilience à court terme du profil de risque de liquidité.

Sa volatilité du LCR de la CEB est due à la cyclicité et à l'ampleur des remboursements de dette (sorties) adossés à des remboursements de prêts interbancaires (entrées), ainsi qu'à l'effet du plafonnement des entrées à 75% des sorties.

À fin juin 2025, le LCR a atteint 649% (moyenne sur 12 mois de 628%). Les HQLA s'élèvent à 4,5 milliards d'euros, se composant de 11,4% de dépôts en banques centrales et de 88,6% en titres. Le niveau confortable reflète la caractéristique intrinsèque de la CEB de ne pas collecter de dépôts et l'absence d'accès à une banque centrale pour le refinancement en cas d'urgence.

2. Fonds propres de la CEB comprennent le capital souscrit, les réserves et le résultat net.

Le **Ratio de Financement Stable net (Net Stable Funding Ratio - NSFR)**, qui mesure la résilience à long terme du profil de risque de liquidité, impose à la banque de maintenir un niveau de financement stable ("financement stable disponible" ou ASF) par rapport à ses activités ("financement stable exigé" ou RSF), en limitant le financement à court terme sur le marché de gros et le risque de transformation des échéances par l'application de facteurs de pondération en fonction des positions (maturités, types de contrepartie).

Celui de la CEB dépend fortement de l'encours de la dette émise (principale source de financement stable de la Banque) et de son échéance résiduelle.

À fin juin 2025, le NSFR atteint 143 % (contre 134% en fin 2024), et sa moyenne mobile sur 12 mois est de 142%. Ces niveaux confortables témoignent d'une capacité de financement stable.

Risques de marché

La **sensibilité de la Valeur Economique des Capitaux propres** (***Economic Value of Equity - EVE***) mesure la variation théorique de la valeur économique due à des chocs de taux d'intérêt. L'*EVE* est définie comme la valeur actuelle nette des flux de trésorerie attendus de tous les actifs et passifs, à l'exclusion des capitaux propres de la Banque. La CEB veille à ce que l'impact sur son EVE du choc de taux d'intérêt le plus sévère prescrit par la réglementation Bâle/UE ne dépasse pas, en valeur absolue, la limite de 20 % des Capitaux propres prudentiels de la CEB.

À fin juin 2025, cet indicateur a atteint -13,0%, bien en-deçà de sa limite. Le pire choc parmi les six proposés par l'*ABE* serait une hausse parallèle de 200 pb.

La **Position Nette Ouverte** (***Net Open Position – NOP***) au comptant mesure, par devise, le total des actifs moins les passifs dans une devise étrangère, y compris les positions au bilan et hors bilan. Le plafond du Cadre de l'Appétence pour le Risque est, en valeur absolue, de 1 million d'euros en fin de mois par devise. Les limites ont été respectées tout au long du premier semestre 2025, comme en 2024.

Risque de Crédit dans l'activité Finances

La CEB définit des notations internes minimales à la date de négociation en dessous desquelles la Banque peut conclure des transactions avec des émetteurs, des débiteurs et des contreparties en fonction de l'échéance des investissements (dépôts et titres) et du type de contrepartie. Tout au long du premier semestre 2025, comme en 2024, les notations minimales à la date d'achat ont été respectées.

NOTE C - Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont présentés dans le tableau ci-dessous selon leurs règles d'évaluations comptables respectives. Les conditions de décaissement des prêts sont équivalentes à celles pratiquées par d'autres institutions financières intervenant sur le marché des banques supranationales. En raison de son statut de créancier privilégié, la Banque ne cède pas ce type de créance.

Tableau 8

milliers d'euros

30 juin 2025	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres recyclables	À la juste valeur par capitaux propres non-recyclables	Au coût amorti	Valeur nette comptable
Actif					
Caisse, avoirs auprès des banques centrales				516 536	516 536
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	250 846				250 846
Instruments financiers dérivés de couverture	1 458 310				1 458 310
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		3 289 955	1 350		3 291 305
Actifs financiers au coût amorti					
Prêts et autres créances				31 243 809	31 243 809
Titres de dette				2 652 580	2 652 580
Total de l'actif financier	**1 709 156**	**3 289 955**	**1 350**	**34 412 925**	**39 413 386**
Passif					
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	871 398				871 398
Instruments financiers dérivés de couverture	1 154 639				1 154 639
Passifs financiers au coût amorti					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle				40 004	40 004
Dettes représentées par un titre				33 047 588	33 047 588
Compte impact social				57 020	57 020
Total du passif financier	**2 026 037**			**33 144 612**	**35 170 649**

milliers d'euros

31 décembre 2024	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres recyclables	À la juste valeur par capitaux propres non-recyclables	Au coût amorti	Valeur nette comptable
Actif					
Caisse, avoirs auprès des banques centrales				608 615	608 615
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	589 286				589 286
Instruments financiers dérivés de couverture	1 507 482				1 507 482
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		3 289 977	1 347		3 291 324
Actifs financiers au coût amorti					
Prêts et autres créances				29 174 418	29 174 418
Titres de dette				2 338 292	2 338 292
Total de l'actif financier	**2 096 768**	**3 289 977**	**1 347**	**32 121 325**	**37 509 417**
Passif					
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	270 851				270 851
Instruments financiers dérivés de couverture	1 446 332				1 446 332
Passifs financiers au coût amorti					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle				98 251	98 251
Dettes représentées par un titre				30 873 212	30 873 212
Compte impact social				50 144	50 144
Total du passif financier	**1 717 183**			**31 021 607**	**32 738 790**

NOTE D - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et au coût amorti

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont composés essentiellement de titres de dette.

milliers d'euros

Tableau 9	30/06/2025	31/12/2024
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Valeur brute comptable	3 350 175	3 369 682
Plus ou moins values latentes	(57 669)	(76 537)
Provisions pour dépréciation	(1 201)	(1 821)
Total	**3 291 305**	**3 291 324**

Actifs financiers au coût amorti

milliers d'euros

Tableau 10	30/06/2025	31/12/2024
Prêts consentis aux établissements de crédit		
Valeur brute comptable	6 954 162	7 323 463
Provisions pour dépréciation	(4 110)	(5 210)
Valeur nette comptable	6 950 052	7 318 253
Prêts consentis à la clientèle		
Valeur brute comptable	15 810 330	15 692 256
Provisions pour dépréciation	(11 624)	(14 479)
Valeur nette comptable	15 798 706	15 677 777
Ajustement de la valeur des prêts couverts par des instruments dérivés	(720 746)	(694 399)
Total des prêts	**22 028 012**	**22 301 631**
Autres créances		
Comptes à vue - valeur brute comptable	6 062	6 540
Provisions pour dépréciation	(4)	(6)
Valeur nette comptable	6 058	6 534
Dépôts à terme - valeur brute comptable	9 211 529	6 860 310
Provisions pour dépréciation	(2 812)	(1 738)
Valeur nette comptable	9 208 717	6 858 572
Ajustement de la valeur des Dépôts à terme couverts par des instruments dérivés	1 022	7 681
Total des autres créances	**9 215 797**	**6 872 787**
Titres de dette		
Valeur brute comptable	2 653 288	2 338 986
Provisions pour dépréciation	(708)	(694)
Valeur nette comptable	2 652 580	2 338 292
Total des titres de dette	**2 652 580**	**2 338 292**

La répartition de l'encours nominal des prêts par pays de localisation de l'emprunteur est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 11

milliers d'euros

Répartition par pays de localisation de l'emprunteur	30/06/2025	%	31/12/2024	%
Espagne	2 633 555	11,62	2 631 487	11,48
Pologne	2 166 892	9,56	2 267 617	9,90
France	1 813 484	8,00	1 791 512	7,82
Italie [1]	1 753 684	7,74	1 699 261	7,42
Allemagne	1 569 918	6,93	1 596 910	6,97
Türkiye	1 512 724	6,68	1 435 767	6,27
Belgique	1 201 119	5,30	962 312	4,20
République slovaque	999 259	4,41	1 155 560	5,04
Pays-Bas	968 431	4,27	1 031 460	4,50
Lituanie	877 136	3,87	937 239	4,09
Serbie	784 872	3,46	824 915	3,60
Hongrie	766 992	3,39	725 941	3,17
Finlande	699 468	3,09	734 869	3,21
République tchèque	662 087	2,92	684 497	2,99
Croatie	640 431	2,83	690 626	3,01
Suède	550 263	2,43	542 177	2,37
Roumanie	547 079	2,41	552 390	2,41
Irlande	490 666	2,17	499 950	2,18
Chypre	281 935	1,24	283 087	1,24
Bulgarie	225 004	0,99	224 271	0,98
Estonie	220 000	0,97	220 000	0,96
Grèce	218 000	0,96	218 167	0,95
Slovénie	187 846	0,83	194 918	0,85
Portugal	160 227	0,71	246 176	1,07
Ukraine	117 891	0,52	115 801	0,51
Albanie	98 283	0,43	109 450	0,48
Bosnie-Herzégovine	92 633	0,41	95 815	0,42
Macédoine du Nord	78 770	0,35	83 977	0,37
Monténégro	73 601	0,32	81 087	0,35
Islande	63 730	0,28	64 905	0,28
République de Moldova	59 266	0,26	62 800	0,27
Kosovo	45 442	0,20	45 442	0,20
Géorgie	28 940	0,13	34 208	0,15
Malte	28 605	0,13	29 000	0,13
Lettonie	16 825	0,07	17 962	0,08
Andorre	12 876	0,06	13 087	0,06
Saint-Marin	7 333	0,03	7 533	0,03
Luxembourg [2]	2 471	0,01	2 600	0,01
Total	**22 657 738**	**100,00**	**22 914 774**	**100,00**

[1] dont 8,3 millions d'euros d'encours en faveur des pays du Groupe cible au 30 juin 2025 (31 décembre 2024 : 9,0 millions d'euros)
[2] dont 2,5 millions d'euros d'encours en faveur des pays du Groupe cible au 30 juin 2025 (31 décembre 2024 : 2,6 millions d'euros)

NOTE E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre

milliers d'euros

Tableau 12	30/06/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		
Comptes rémunérés	39 993	98 251
Dettes rattachées	11	
Total	**40 004**	**98 251**
Dettes représentées par un titre au coût amorti		
Emprunts obligataires	32 537 182	31 411 595
Euro Commercial Paper	819 321	
Dettes rattachées	236 897	285 906
Ajustement de la valeur des dettes représentées par un titre couvertes par des instruments dérivés	(545 812)	(824 289)
Total	**33 047 588**	**30 873 212**

NOTE F - Capital

La répartition du capital par État membre au 30 juin 2025 est présentée ci-dessous.

Tableau 13

milliers d'euros

Membres	Capital souscrit	Capital non appelé	Capital appelé	Pourcentage du capital souscrit
Allemagne	1 626 363	1 324 036	302 327	16,901%
France	1 626 363	1 324 036	302 327	16,901%
Italie	1 626 363	1 324 036	302 327	16,901%
Espagne	1 060 700	863 525	197 175	11,023%
Türkiye	689 600	561 411	128 189	7,166%
Pays-Bas	353 082	287 446	65 636	3,669%
Belgique	291 826	237 581	54 245	3,033%
Grèce	291 826	237 581	54 245	3,033%
Portugal	247 163	201 218	45 945	2,568%
Pologne	227 784	185 441	42 343	2,367%
Danemark	159 244	129 640	29 604	1,655%
Suède	139 172	123 724	15 448	1,446%
Norvège	123 937	100 898	23 039	1,288%
Bulgarie	110 924	90 304	20 620	1,153%
Roumanie	106 404	86 625	19 779	1,106%
Ukraine	101 902	90 591	11 311	1,059%
Irlande	85 796	69 848	15 948	0,892%
Hongrie	79 541	64 755	14 786	0,827%
République tchèque	76 432	62 224	14 208	0,794%
Finlande	69 786	62 039	7 747	0,725%
Luxembourg	61 686	50 219	11 467	0,641%
Suisse	53 824	43 229	10 595	0,559%
Serbie	45 892	37 362	8 530	0,477%
Croatie	37 963	30 906	7 057	0,395%
Chypre	35 309	28 746	6 563	0,367%
République slovaque	33 670	27 411	6 259	0,350%
Albanie	23 771	19 352	4 419	0,247%
Lettonie	22 746	18 519	4 227	0,236%
Estonie	22 595	18 395	4 200	0,235%
Macédoine du Nord	22 595	18 395	4 200	0,235%
Lituanie	22 356	18 201	4 155	0,232%
Slovénie	21 835	17 776	4 059	0,227%
Islande	18 015	14 666	3 349	0,187%
Malte	18 015	14 666	3 349	0,187%
Géorgie	17 539	14 279	3 260	0,182%
Bosnie-Herzégovine	17 207	14 009	3 198	0,179%
Monténégro	11 693	9 519	2 174	0,122%
Kosovo	11 648	9 483	2 165	0,121%
République de Moldova	9 746	7 934	1 812	0,101%
Andorre	8 747	7 121	1 626	0,091%
Saint-Marin	8 644	6 916	1 728	0,090%
Liechtenstein	2 921	2 374	547	0,030%
Saint-Siège	243	183	60	0,003%
Total au 30 juin 2025	**9 622 868**	**7 856 618**	**1 766 250**	**100,000%**
Total au 31 décembre 2024	**9 622 868**	**7 856 618**	**1 766 250**	**100,000%**

Le 2 décembre 2022, le Conseil de direction a approuvé une augmentation du capital souscrit de la Banque pour un montant maximum de 4,25 milliards d'euros, dont un maximum de 1,20 milliard d'euros à verser par les États membres. L'augmentation du capital est devenue effective à la fin du mois civil au cours duquel au moins 67% des titres de participation offerts ont été souscrits. Ce seuil ayant été atteint au cours du mois de février 2024, l'augmentation du capital a donc pris effet le 29 février 2024. La période de souscription a pris fin le 31 décembre 2024, avec un taux de souscription final de 95,15%.

NOTE G - Marge d'intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais).

La marge d'intérêts du premier semestre 2025 (non audité) et du premier semestre 2024 (non audité) est détaillée dans le tableau ci-dessous :

milliers d'euros

Tableau 14		2025	2024
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres *		42 673	41 462
Instruments financiers dérivés de couverture		8 475	26 673
	Sous-total	51 148	68 135
Prêts et autres créances au coût amorti *			
- Etablissements de crédit et banques centrales		238 476	285 934
- Clientèle		160 034	159 367
Instruments financiers dérivés de couverture		65 577	193 332
	Sous-total	464 087	638 633
Titres de dette au coût amorti		40 781	31 408
Intérêts et produits assimilés		**556 016**	**738 176**
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		(8 299)	(10 242)
Dettes représentées par un titre au coût amorti		(375 365)	(306 460)
Instruments financiers dérivés de couverture		(67 846)	(321 812)
	Sous-total	(443 211)	(628 272)
Autres intérêts et charges assimilées		(5 984)	(5 558)
Intérêts et charges assimilés		**(457 494)**	**(644 072)**
Marge d'intérêts		**98 522**	**94 104**

* dont impact des taux négatifs :		milliers d'euros
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		(174)
- Autres créances au coût amorti	(5)	324
	(5)	150

Les intérêts reçus et les intérêts payés sont regroupés par produit.

Les montants nets reçus sont classés dans le poste "Intérêts et produits assimilés" et les montants nets payés sont classés dans le poste "Intérêts et charges assimilées", indépendamment du classement du produit à l'actif ou au passif.

Ces montants nets par produit comprennent également les intérêts taux négatifs du produit concerné.

Les produits et les charges d'intérêts des dérivés de couverture de juste valeur sont présentés avec les produits et charges des éléments couverts.

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55, avenue Kléber
FR-75116 PARIS FRANCE
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00
Email: info@coebank.org
www.coebank.org